



DANS CE NUMÉRO

- **RSS, un pilier pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel**



Officiers de police. Collège de la police à Ouagadougou, Burkina Faso.

A l'heure actuelle, l'Afrique de l'Ouest est considérée comme l'une des principales régions du continent africain à faire des progrès considérables dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité...[Read more P.6](#)

- **La redynamisation de la Plateforme Ministérielle de Coordination, est nécessaire**



Cinquième réunion de la Plateforme Ministérielle de Coordination des stratégies Sahel, le 14 Juin 2017 à N'djaména.

Deux ans après la dernière réunion de la Plateforme Ministérielle de Coordination, les acteurs et partenaires engagés dans le Sahel se sont retrouvés le 14 juin à N'Djamena lors de la cinquième édition de la réunion pour faire le point et discuter des perspectives...[Lire la suite P.18](#)

INTERVIEW

- **Pierre Lapaque: "Insecurity comes partially from the security sector itself" [P.13](#)**

UNOWAS EN ACTION

- **Mohamed Ibn Chambas : «Les facteurs traditionnels et nouveaux de l'insécurité freinent les efforts de développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel» [P.17](#)**

PORTRAIT

- **Lieutenant Mariam Bamba Konaté : Une femme de conviction [P.22](#)**

FOCUS

Un Forum et une charte de bonnes pratiques pour les journalistes pour aider à la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Une trentaine de journalistes et professionnels des médias se sont réunis à Dakar du 12 au 14 juin dans le cadre d'un séminaire organisé par UNOWAS, en partenariat avec UNESCO et le DFAE de la Suisse. Objectif : Explorer des pistes innovatrices pour permettre aux journalistes et aux médias de jouer un rôle actif dans la prévention de la violence et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel....[Lire la suite P.15](#)



Séminaire sur "Le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de la violence, et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel", 12 Juin 2017 à Dakar.

EDITORIAL

L'appropriation nationale est nécessaire pour la réussite de la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Par Hiroute Guebre Sellassie

Depuis quelques décennies, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont entrepris des réformes aussi importantes que salutaires pour améliorer le rendement de leurs institutions politiques et économiques.

Malgré la persistance d'une multitude de défis, des avancées notables ont été réalisées. Les élections successives qui se sont déroulées pacifiquement dans la sous-région ont permis l'avènement de nouvelles alternances politiques. De même que les différentes réformes lancées ou en cours d'initiation, notamment celle qui concerne le secteur de la sécurité, ont permis d'améliorer la gouvernance et ont favorisé l'émergence d'un espace économiquement dynamique, et politiquement plus démocratique et stable.

En effet, beaucoup de pays dans la région ont engagé des réformes de leur institutions de sécurité afin de les rendre plus professionnelles, efficaces et responsables. Par ailleurs, ces réformes visaient à instituer une justice accessible et impartiale, afin de jeter les bases de la paix et du développement durable. La réforme du secteur de la sécurité devait aussi répondre aux attentes des populations en quête de protection et de justice face aux abus institutionnels ou individuels ...[Page 4](#)



UNOWAS E-Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

www.unowas.unmissions.org



UNOWAS E-Magazine vous informe sur les activités d'UNOWAS et les efforts de consolidation de la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest et du Sahel.

UNOWAS E-Magazine est préparé et conçu par le Bureau Communication et Informations Publiques de UNOWAS.

Pour plus d'information,

visitez notre site web: www.unowas.unmissions.org ou écrire à: unowascpio@un.org

SOMMAIRE

EDITO

- 04** L'appropriation nationale est nécessaire pour la réussite de la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

FOCUS

- 06** RSS, un pilier pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- 07** RSS : L'expérience de la Sierra Leone, un modèle à suivre en Afrique de l'Ouest et au-delà
- 09** Trois questions et réponses pour comprendre la RSS
- 10** UNOWAS soutient les processus RSS dans la sous-région
- 11** Tendances récentes des dépenses militaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel



- 09** Trois questions et réponses pour comprendre la RSS

INTERVIEW

- Pierre Lapaque, Représentant Régional de l'ONU:DC:
13 «En Afrique de l'Ouest, l'insécurité provient en partie du secteur de la sécurité lui-même»

UNOWAS EN ACTION

- 15** Un Forum et une charte de bonnes pratiques pour les journalistes pour aider à la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel
- 17** Mohamed Ibn Chambas : «Les facteurs traditionnels et nouveaux de l'insécurité freinent les efforts de développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel»



- 15** Un Forum et une charte de bonnes pratiques pour les journalistes pour aider à la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS)

18 La redynamisation de la Plateforme Ministérielle de Coordination, est nécessaire

19 Une cartographie des initiatives et des projets pour améliorer la coordination entre partenaires dans la région du Sahel

20 Le Mali et le Niger renforcent le renseignement criminel à travers le G5 Sahel

21 Faire du Sahel une priorité: une réponse intégrée de l'ONU:DC contre la criminalité transnationale organisée



- 18** La redynamisation de la Plateforme Ministérielle de Coordination, est nécessaire

PORTRAIT

- 22** Lieutenant Mariam Bamba Konaté : Une femme de conviction

UNOWAS EN BREF

- Réunion du Comité directeur de la SINUS
- 24** Les femmes et les jeunes de l'Afrique de l'Ouest solidaires de la Gambie
- Prise en compte des questions de genre dans le système d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO



Mme. Hiroute Guebre Sellassie

Représentante Adjointe du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

«Il est vital que les Etats et les populations s'approprient les processus de réformes»

L'appropriation nationale est nécessaire pour la réussite de la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Depuis quelques décennies, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont entrepris des réformes aussi importantes que salutaires pour améliorer le rendement de leurs institutions politiques et économiques.

Malgré la persistance d'une multitude de défis, des avancées notables ont été réalisées. Les élections successives qui se sont déroulées pacifiquement dans la sous-région ont permis l'avènement de nouvelles alternances politiques. De même que les différentes réformes lancées ou en cours d'initiation, notamment celle qui concerne le secteur de la sécurité, ont permis d'améliorer la gouvernance et ont favorisé l'émergence d'un espace économiquement dynamique, et politiquement plus démocratique et stable.

En effet, beaucoup de pays dans la région ont engagé des réformes de leur institutions de sécurité afin de les rendre plus professionnelles, efficaces et responsables. Par ailleurs, ces réformes visaient à instituer une justice accessible et impartiale, afin de jeter les bases de la paix et du développement durable. La réforme du secteur de la sécurité devait aussi répondre aux attentes des populations en quête de protection et de justice face aux abus institutionnels ou individuels issus de pratiques autoritaires et non conformes aux principes de droits.

Les diverses expériences de réformes du secteur de la sécurité dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, comme ailleurs dans le monde, sont marquées par des contingences historiques et politiques qui influencent les processus de réforme.

Chaque Etat se dote de son système sécurité avec ses acteurs, et définit les menaces auxquelles ils doivent

Sans un engagement des différents acteurs étatiques et non étatiques nationaux et régionaux, et une volonté politique des autorités nationales, les plans et programmes établis pour initier la réforme du secteur de la sécurité n'aboutiront pas

faire face et ce pour répondre aux attentes des populations. Parmi les menaces les plus communes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, on compte la criminalité transnationale organisée, les trafics illicites des drogues, le trafic des personnes, le terrorisme, la piraterie et le banditisme en mer et sur terre. Toutes ces menaces compromettent la sécurité et la sûreté des individus dans la région et font obstacle aux initiatives individuelles économiques, les efforts de développement et à la stabilité des Etats.

Il est crucial de souligner le rôle important des organisations de la société civile dans un processus de réforme car leur participation garantie la représentativité et l'inclusion tout en contribuant au renforcement du contrôle de la gouvernance du secteur de la sécurité.

Mais au-delà de la nécessité de réformer le secteur de la sécurité, il est vital que les Etats et les populations jouent un rôle moteur dans les processus de réformes. Sans un engagement des différents acteurs étatiques et non étatiques nationaux et régionaux, et une volonté politique des autorités nationales, les plans et programmes établis pour initier la réforme du secteur de la sécurité n'aboutiront pas.

Avec l'aide des partenaires régionaux et internationaux, mais surtout avec un engagement politique fort, des pays de la région ont pu lancer la réforme de leur secteur de la sécurité et réaliser des avancées extraordinaires.

L'expérience de la Sierra Léone est significative et illustre bien l'importance du leadership et de l'appropriation nationale du processus de la réforme du secteur de sécurité qui a permis -à elle seule- de consolider la paix. Sans aucun doute, l'expérience Sierra Léonaise est un modèle à suivre par les autres pays engagés dans le même type de réforme.

Des pays majeurs comme le Liberia, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Burkina, le Mali ou la Gambie pour ne citer que ces pays ont initié des processus de réforme de leur secteur de la sécurité déterminants pour leur stabilité et celle de la région.

La réforme du secteur de la sécurité reste centrale pour la stabilité et le développement

La réforme du secteur de la sécurité reste centrale pour la stabilité et le développement. Nous devons-acteurs nationaux, régionaux et internationaux continuer à soutenir les pays de la région dans leur entreprise de réforme du secteur de la sécurité pour permettre aux populations d'accéder à l'état de droit et à la prospérité.

C'est le sens de l'engagement régional d'UNOWAS à travers son appui au Cadre de la CEDEAO sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance, et à travers son soutien continu pour le renforcement du leadership et de l'appropriation nationale des réformes.

ILS ONT DIT



“

La réforme des Forces armées nationales vise à construire une Armée professionnelle, opérationnelle et républicaine, en phase avec les ambitions du Burkina Faso et les exigences de la démocratie... La sécurité et la paix sont des préalables incontournables au développement.

C'est pourquoi à la requête du gouvernement burkinabè, l'Organisation des Nations Unies s'est engagée à nous accompagner dans un processus de réforme du secteur de la sécurité, afin de partager avec nous son expertise accumulée à travers ses nombreuses expériences sur les théâtres d'opération. ”

Roch Marc Kabore, Président du Burkina Faso - Cérémonie d'ouverture du Premier Conseil d'Administration du Secteur Ministériel, 16 février 2017



“

Les événements récents en Côte d'Ivoire ont encore montré que le leadership politique, la réconciliation nationale, la lutte contre l'impunité et la réforme du secteur de la sécurité doivent aller de pair. Nous sommes tous d'accord sur le fait que mettre le secteur de la sécurité sous un contrôle démocratique complet doit être une priorité. ”

Mohamed Ibn Chambas, Représentant du secrétaire général de l'ONU en Afrique de l'Ouest et du Sahel - 51ème sommet ordinaire de la CEDEAO à Monrovia - Libéria, 04 juin 2017



“

Une meilleure participation de la société civile au processus de RSS est essentielle à la construction d'une architecture durable du secteur de la sécurité à l'échelle nationale”

Expert en RSS de la Mission des Nations Unies au Libéria - Lancement du think tank de la RSS sur l'Université du Libéria, 21 Décembre 2016.



“

En Gambie, «l'appui à la réforme du secteur de la sécurité a été identifié comme une autre priorité essentielle pour le maintien de la paix. L'assistance de l'ONU sur la réforme du secteur de la sécurité comprendra une évaluation complète de ce secteur couvrant l'ensemble des institutions de sécurité et de défense.»

Oscar Fernandez-Taranco, Secrétaire général adjoint pour l'appui à la consolidation de la paix - Lors de sa visite en Gambie en avril 2017

RSS, un pilier pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

A l'heure actuelle, l'Afrique de l'Ouest est considérée comme l'une des principales régions du continent africain à faire des progrès considérables dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité. Des pays comme la Guinée, la Sierra Leone, Le Burkina Faso et tout récemment la Gambie, en sont quelques exemples.



A l'heure actuelle, l'Afrique de l'Ouest est considérée être l'une des principales régions du continent africain à faire des progrès considérables dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité au niveau politique et au niveau national.

Au cours des dernières décennies, un certain nombre de pays de la région de l'Afrique de l'Ouest ont connu des conflits, une agitation ou une instabilité politiques. Face aux défis sécuritaires, certains pays comme la Sierra Leone, la Guinée, le Burkina Faso et la Gambie ont initié des processus en vue de transformer leur secteur de la sécurité en institutions régies démocratiquement, dans le respect de l'état de droit et des principes des droits humains.

En juin 2016, les chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont adopté un cadre politique de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance (RSSG) en cohérence avec les politiques de l'Union africaine et des Nations Unies relatives à la RSS.

La CEDEAO est actuellement en train de promouvoir cette politique dans toute la région pour en favoriser l'appropriation et l'opérationnalisation.

Face aux défis sécuritaires, certains pays de l'Afrique de l'Ouest ont initié des processus en vue de transformer leur secteur de la sécurité en institutions régies démocratiquement, dans le respect de l'état de droit et des principes des droits humains

Parallèlement à l'élaboration de cette politique régionale développée par la CEDEAO, des processus de réforme du secteur de la sécurité ont été initiés et mis en œuvre au niveau national.

La Sierra Leone, par exemple, est souvent citée comme l'un des pays qui, après une guerre civile de 11 ans, a conduit avec succès un processus de réforme du secteur

de la sécurité. Cette entreprise a contribué à consolider la paix et, depuis 2005, suite au départ de la Mission du maintien de la paix des Nations unies, a empêché le pays de retomber dans le conflit. Au cours de la dernière décennie, la Sierra Leone a globalement transformé ses structures sécuritaires, notamment celles chargées d'assurer, régir, superviser et gérer les questions liées à la sécurité.

En Guinée, après une longue période de régimes dictatoriaux et militaires, entachée d'instabilité politique et de coups d'Etat militaire répétés, pour la première fois en 2010, le pays a pu élire démocratiquement un nouveau président. Le nouveau leadership a lancé le pays dans un processus de réforme du secteur de la sécurité. Avant cela, le secteur de la sécurité était caractérisé par la désorganisation, la confusion des rôles sur le terrain, le manque de contrôle par les civils, le manque de moyens et le dysfonctionnement du système judiciaire tandis que sévissaient les violations des droits humains. Cette situation posait une menace réelle pour la sécurité des personnes. Les premières années du processus de réforme ont aidé à clarifier les rôles et les responsabilités des forces de défense et de sécurité et permis aux forces armées de retourner dans leurs casernes. Depuis lors, l'armée n'a pas cherché à reprendre le pouvoir. Il reste néanmoins beaucoup à faire en ce qui concerne la gestion des organismes chargés de l'application de la loi, en particulier en termes de contrôle des foules.

Au Burkina Faso, suite au soulèvement populaire de 2014 ayant donné lieu aux premières élections

Les chefs d'Etat de la CEDEAO ont adopté un cadre politique de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance (RSSG)

démocratiques, le nouveau Président Roch Marc Christian Kaboré a sollicité le soutien des Nations Unies pour initier la réforme du secteur de la sécurité. Compte tenu des défis légués lors du régime précédent et du rôle joué par l'armée, les autorités nationales ont pris des mesures pour la conduite d'un processus de réforme devant aboutir à la dépolitisation et à la professionnalisation des forces de défense et de sécurité et à leur soumission au contrôle démocratique civil et à l'Etat de droit.

En Gambie, après 22 ans de régime militaire de l'ancien Président Yaya Jammeh, le pays est aujourd'hui confronté au défi de la construction d'une paix et d'un développement à long terme. Le nouveau pouvoir arrivé aux affaires en février 2017 est confronté à un niveau élevé de méfiance à l'égard des forces armées nationales, de la police et d'autres acteurs de la sécurité dans l'assurance de la sécurité de l'Etat et celles des populations. La priorité du gouvernement devrait être d'entreprendre des réformes urgentes du secteur de la sécurité, notamment de la défense, de la police, de la justice, du système correctionnel et judiciaire, de la gestion des frontières et des douanes avec un accent particulier sur la coopération transfrontalière entre la Gambie, le Sénégal et la Guinée-Bissau, concernant également les commissions pertinentes au sein du parlement, les acteurs indépendants du contrôle et les organisations de la société civile. Cette réforme devra prendre en considération les besoins sécuritaires de la population afin de rétablir la confiance qui facilitera la consolidation du système démocratique, encore à l'état embryonnaire.

RSS : L'expérience de la Sierra Leone, un modèle à suivre en Afrique de l'Ouest et au-delà

A l'issue de 11 années d'une guerre civile dévastatrice, la Sierra Leone, avec l'appui de la communauté internationale, a entrepris avec détermination de réformer le secteur de la sécurité comme étant la composante cruciale de la construction d'une nation. Aujourd'hui, l'expérience de la Sierra Leone n'est pas simplement un accomplissement national majeur mais aussi un modèle éclatant que les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel devraient suivre.



A Freetown, quelques jours avant les élections présidentielles du 11 août 2007, un policier utilise une affiche pour montrer à une femme comment voter correctement. Grâce aux forces de sécurité, la Sierra Leone a organisé en 2007 une élection sans violence après 11 années de guerre civile. Crédit : IRIN

Suite à 11 horribles années de guerre civile ayant abouti entre autre, à la désintégration du secteur de la sécurité, la Sierra Leone s'est lancée dans son premier programme RSS qui a été mis en œuvre par le Royaume-Uni, en appui à la mission de maintien de la paix des Nations Unies. Le premier objectif du Royaume-Uni était de maintenir l'ordre dans les réformes consécutives aux élections générales de 1996. Le développement dramatique du conflit, marqué par l'enlèvement de Casques bleus des Nations Unies et la menace rebelle sur Freetown en 2000, a donné lieu au déploiement de forces britanniques pour aider à mettre fin à l'insécurité croissante. Suite à cette intervention, le Royaume-Uni a accru son engagement dans la RSS en Sierra Leone et amorcé un programme d'information intensif à l'intention des forces armées de Sierra Leone ainsi qu'un renforcement

des institutions de tout le secteur de la justice et du ministère de la Défense. Mais si l'implication internationale et du Royaume-Uni reste importante dans le pays, le secteur de la sécurité fonctionne de manière indépendante depuis la fin du mandat des derniers Casques bleus des Nations Unies à la fin de l'année 2005.

Une success story. Le succès de la RSS en Sierra Leone après la guerre a émané du programme DDR qui a donné lieu au désarmement des combattants et de membres de communautés. Selon le Réseau mondial de facilitation de la réforme du secteur de la sécurité (GFN-SSR)¹, un total de 72 490 combattants ont été désarmés et 71 043 démobilisés, et 63 545 anciens combattants ont participé au processus de réintégration, dont 6 845 enfants soldats. Les taux de participation au

1 - *Security Sector Transformation in Sierra Leone 1997–2007, Birmingham: DFID/GFN-SSR.*



programme DDR ont été élevés ouvrant ainsi la voie au succès du processus RSS.

En 2007, pour la première fois en deux décennies, la Sierra Leone a organisé une élection nationale généralement pacifique sans assistance internationale au maintien de la paix. Le succès de cette élection a recueilli les félicitations des observateurs d'élections internationales qui l'ont jugée libre, équitable et crédible. Plus important, ces élections ont été organisées par et pour les Sierra Léonais qui ont exercé leur droit de vote dans un environnement généralement ordonné, grâce aux forces de sécurité.

Le fait que la Sierra Leone ait organisé cette élection généralement sans violence, cinq ans seulement après la fin de 11 années de guerre civile, représente un accomplissement remarquable. La capacité des citoyens de Sierra Leone d'exercer leur franchise démocratique est également due à l'amélioration de la sécurité des personnes découlant de l'important soutien des Nations Unies et du Royaume-Uni. Mais la clé de cette transformation sécuritaire est et continue d'être le leadership des autorités sierra léonaises qui soutiennent depuis longtemps la réforme du secteur de la sécurité. Ce qui s'est produit en Sierra Leone n'était pas une simple réforme du secteur de la sécurité mais une transformation globale des objectifs de la dispense de sécurité, de la mission, de la gestion et de la coordination de la sécurité.

La transformation globale des structures de sécurité en Sierra Leone au cours des 10 dernières années s'est étendue à toutes les institutions. Elle a touché profondément les institutions internes et externes, modi-

fié les structures de commandement, offert une formation du sommet à la base et établi des politiques de dotation, des procédures. Elle a créé des organismes chargés de coordonner les informations sur la sécurité et a facilité la circulation de l'information dans les deux sens depuis le niveau des communautés jusqu'au Président. Elle a également touché les Sierra Léonais qui avaient vécu une violence horrible du fait de leurs propres forces de sécurité pendant la guerre et commencé la tâche difficile d'inverser la suspicion du public à l'égard des forces de sécurité et d'impliquer les citoyens dans leur propre sécurité.

Un autre développement clé de cette phase a porté sur la production d'une stratégie sécuritaire et son rattachement aux objectifs de développement pour la Sierra Leone. En termes pratiques, cela s'est manifesté dans l'achèvement du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), partiellement corrélatif, et des processus de révision du secteur de la sécurité, déjà inscrits dans l'ancien Premier pilier qui promeut la bonne gouvernance, la paix et la sécurité.

Impact. L'impact de la réforme du secteur de la sécurité ne peut pas être sous-estimé. Premièrement, il a apporté une clarté conceptuelle nécessaire aux institutions associées ou contribuant au système sécuritaire, institutions concernées par la définition de ce que signifiait la sécurité pour la Sierra Leone. Deuxièmement, l'Office of National Security (ONS), créé en 1999, comme mécanisme de coordination des contributions des institutions de sécurité fiables, est arrivé à maturité durant cette phase et devenu l'une des institutions de sécurité les plus capables et les plus fiables du pays. Troisièmement, le fait que la RSS a été intégré dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) a aligné la sécurité sur le développement à un niveau sans précédent en Sierra Leone.

La RSS est un projet politique qui requiert un engagement à long terme des acteurs nationaux et internationaux. Il s'agit d'un véritable défi. L'effort nécessite des réserves infinies de patience et de persévérance. L'expérience de la Sierra Leone montre à quel point le fait de donner un espace politique et professionnel à des personnes déterminées et capables de mener de telles activités peut réaliser des prodiges dans des circonstances difficiles.

CHIFFRES CLÉS¹

63 545

Anciens combattants
ont participé au
processus de réinté-
gration

.....

6 845

Enfants soldats

.....

72 490

Combattants
désarmés

.....

71 043

Démobilisés

Trois questions et réponses pour comprendre la RSS

Au cours des dernières décennies, la sécurité a évolué pour devenir une approche centrée sur les hommes, englobant le développement économique, la justice sociale, la protection de l'environnement, la démocratisation et le respect des droits humains et de l'état de droit. Trois questions et réponses pour mieux comprendre l'importance du processus de la RSS.



La sécurité crée l'espace dans lequel d'autres avancées, politiques, économiques, sociaux et de développement, peuvent se produire.

Crédit : IFAD

Qu'est-ce que le secteur de la sécurité ?

Il n'existe pas de définition, de norme ou de modèle unique du secteur de la sécurité car il dépend de chaque pays et de chaque contexte. En revanche, l'ONU, l'UA, la CEDEAO et les Etats membres convergent autour d'une compréhension similaire. Comme l'a déclaré le Secrétaire général dans son rapport (2008)¹, le secteur de la sécurité est un terme large, souvent employé pour décrire les structures, les institutions et le personnel responsables de la gestion, de la gouvernance, de l'offre et de la supervision de la sécurité dans un pays. Ce terme inclut la défense, l'application de la loi, les sanctions, les services de renseignements et les institutions responsables de la gestion des frontières, des douanes et des urgences civiles. Les éléments du secteur judiciaire responsables des décisions sur les cas de conduite criminelle présumée et de mauvaise utilisation de la force sont, dans de nombreux cas, éga-

lement inclus. Le secteur de la sécurité inclut en outre des acteurs jouant un rôle dans la gestion et la supervision, la conception et la mise en œuvre de la sécurité, comme les ministères, les organes législatifs et les groupes de la société civile. Il doit être entendu qu'une évolution est en cours depuis les portées étroites de la définition axée sur la sécurité et sur l'Etat à la définition plus large de la sécurité, incluant les acteurs de la gouvernance et des acteurs étatiques et non-étatiques comme les autorités coutumières ou informelles et les services de sécurité privés. En Afrique de l'Ouest, les groupes d'autodéfense, les dozos ou les Kolglweogo en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, jouent un rôle clé dans le secteur de la sécurité en tant qu'acteurs de la protection mais aussi comme source de préoccupation.

Les Etats définissent individuellement leur propre secteur ou système de sécurité. Si le secteur et le système sont une seule et même chose, le système sert parfois à faire ressortir la nature interdépendante du secteur de la sécurité, la nécessité d'aller au-

delà d'une approche purement sectorielle. A titre d'exemple, la réforme de la police nécessite que l'attention soit portée sur le ministère de l'intérieur, les questions de supervision au parlement et la budgétisation au ministère des finances. Il est crucial de comprendre comment ces différentes institutions et ces différents acteurs sont interdépendants.

Pourquoi les Etats devraient-ils procéder à la réforme de leur secteur de la sécurité ?

La sécurité est exposée à des menaces auxquelles le secteur de la sécurité n'est pas en mesure de faire face en raison de son inefficacité, de son inefficience, de son dysfonctionnement, qui constituent parfois la source d'insécurité. A titre d'exemple, lorsqu'elle est appelée pour une intervention en cas de crime, la police n'est pas toujours en mesure de répondre efficacement en arrivant opportunément sur place. Cela est habituellement dû à plusieurs raisons telles que le manque de ressources, d'expertise et de connaissance, et la corruption au sein de l'institution et le manque de coopération avec d'autres services comme la protection civile ou la judiciaire. C'est le déficit de gouvernance des institutions de sécurité et leur incapacité à répondre aux besoins sécuritaires des individus et de l'Etat qui créent souvent la nécessité de procéder à des réformes. La réforme du secteur de la sécurité (RSS) est donc un processus dirigé et détenue par les acteurs nationaux, destinée à garantir l'efficacité des fournisseurs de sécurité et leur responsabilité vis-à-vis de l'Etat et des individus sans discrimination et dans le plein respect des droits humains et de l'état de droit. Dans les faits, il s'agit de renforcer la sécurité et

1 - <http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF98-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/SSR%20S%202008%2039.pdf>

la protection des individus et de leurs biens, de promouvoir l'inclusion sociale en tant que telle et d'améliorer leurs conditions de développement économique. La RSS vise globalement à ce que les individus se sentent en sécurité.

La réforme du secteur de la sécurité peut être également considérée comme la transformation, le développement et la gouvernance du secteur de la sécurité. En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO a choisi d'associer cette réforme à la gouvernance dans la mesure où les Etats membres considèrent que le renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité renforcera l'efficacité et la responsabilité d'acteurs tels que la police, la protection civile, l'armée, les prisons, etc.

Pourquoi la RSS est-elle importante ?

La sécurité crée l'espace dans lequel d'autres développements, politiques, économiques, sociaux et de développement, peuvent se produire. Si la situation sécuritaire se détériore, les coûts des entreprises grimpent et la croissance économique s'infléchit. Dans un contexte où les menaces aux niveaux national et régional évoluent, les Etats devraient s'assurer que leurs institutions et tous les acteurs soient suffisamment équipés en termes de connaissances, d'expertise, de règles, de cadre juridique et de ressources pour y faire face tout en protégeant l'Etat et les individus.

En Afrique de l'Ouest, la plupart des menaces sont la criminalité transnationale organisée comme les trafics illicites, le trafic de personnes, le terrorisme, la piraterie et le banditisme en mer et sur terre. Toutes ces menaces qui compromettent la sécurité et la sûreté des individus dans la région font obstacle aux initiatives économiques individuelles et à la stabilité des Etats.

UNOWAS soutient les processus RSS dans la sous-région

Depuis sa création, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel s'est engagé à soutenir les gouvernements et les partenaires dans la mise en œuvre d'ambitieux programmes RSS.



Pour consolider la paix et la sécurité, plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest ont initié des réformes cruciales de leurs secteurs sécuritaires avec le soutien de divers partenaires. Acteur majeur dans la région, UNOWAS s'est engagé depuis 2002 à soutenir les autorités nationale et les organisations régionales à développer et à mettre en œuvre des nouvelles réformes efficaces du secteur de la sécurité.

Au niveau régional UNOWAS soutient la CEDEAO dans le processus d'élaboration de son cadre politique de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance (RSSG), adopté par les chefs d'Etat en juin 2016 à Dakar. UNOWAS reste proche de la CEDEAO dans l'appui au déroulement du RSSG, destiné à promouvoir une approche coordonnée de la réforme du secteur de la sécurité dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

Au niveau national, le soutien d'UNOWAS est crucial dans plusieurs pays comme par exemple en Guinée, au Burkina Faso ou plus récemment en Gambie.

Depuis 2010, UNOWAS soutient l'évaluation en Guinée, qui a abouti à l'identification des faiblesses, des menaces et des attentes des populations en termes de services et de protection suite aux multi-

plexes crises politiques ayant impliqués l'armée que le pays a vécues. Suite à une demande des autorités guinéennes, UNOWAS s'est également engagé dans la conception et la mise en œuvre d'un programme RSS destiné à rétablir une surveillance civile démocratique des forces de défense et de sécurité. Outre le rétablissement de la discipline et le retour des soldats dans les casernes, ce soutien a abouti au retrait de quelque 3500 personnels militaires qui, autrement, n'auraient pas été mis à la retraite.

UNOWAS soutient la CEDEAO dans le processus d'élaboration de son cadre politique de la réforme du secteur de la sécurité et de la gouvernance (RSSG)

Un autre exemple est celui des effectifs de la police guinéenne, recrutés durant les 16 dernières années pour remplir leurs fonctions sans avoir reçu de formation appropriée. En mars 2016, le programme RSS a permis à l'ouverture de l'école de police et 304 premiers élèves ont été formés et diplômés.

Au Burkina Faso, suite au soulèvement populaire de 2014 ayant donné lieu aux premières élections démocratiques, le nouveau Président Roch Marc Christian Kaboré a sollicité le soutien des Nations Unies pour initier à la réforme du secteur de la sécurité. Compte tenu des défis sous le régime précédent et du rôle joué par la défense, dans le cadre de l'initiative de Maintien de la paix des Nations Unies, lancée en 2016, UNOWAS s'est engagé à aider à définir la réponse des Nations Unies par l'identification d'un conseiller principal auprès du Président, chargé de travailler sur la définition d'une feuille de route pour la réforme. Cette feuille de route devrait prendre en considération les attentes des personnes en matière de justice et renforcer la sécurité.

Plus récemment, en Gambie, avec le changement de pouvoir, le niveau de méfiance est élevé quant à la capacité des forces armées nationales, de la police et d'autres acteurs de la sécurité à assurer la sécurité des institutions nationales et des personnes. UNOWAS est actuellement engagé au niveau politique, à travers les bons offices du RSSG Ibn Chambas pour guider les autorités dans une réforme du secteur de la sécurité qui doit prendre en considération les besoins de la population pour rétablir une confiance qui permettra de consolider la paix en Gambie.

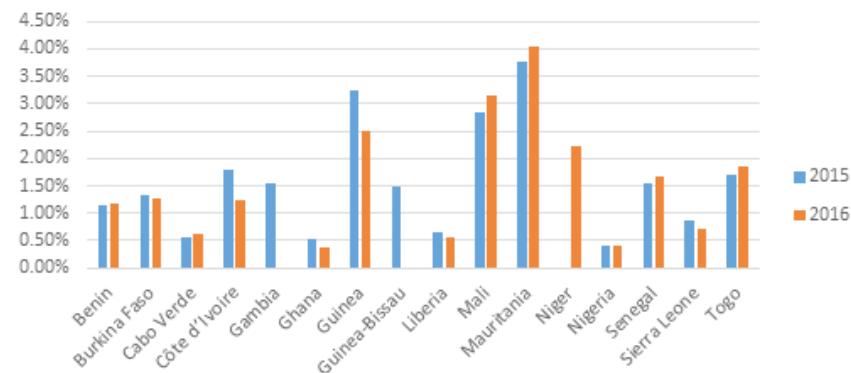
UNOWAS est aussi engagé, avec d'autres entités telles que l'UNODC, le DOMP (Département des opérations de maintien de la paix) et Interpol, dans un plaidoyer pour le renforcement des organismes chargés de l'application de la loi dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues et autres substances illicites dans le cadre d'un programme intitulé Initiative de la côte ouest-africaine.

Concernant la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, UNOWAS coordonne depuis des années à encourager les Etats membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Commission du Golfe de Guinée pour unir leurs efforts dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'architecture de la sûreté et de la sécurité maritimes émanant du Sommet de Yaoundé.

Tendances récentes des dépenses militaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Si la réforme du secteur de la sécurité est importante, il est aussi utile d'examiner les tendances des dépenses militaires dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Military expenditure by country as percentage of GDP (2015-2016)



Selon les données récemment publiées par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires totales dans le monde en 2016 ont représenté 2,2 % du PIB mondial.

Parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel relevant d'UNOWAS, seulement quatre ont atteint ou dépassé la moyenne mondiale : la Mauritanie (4,1 %), le Mali (3,2 %), la Guinée (2,5 %) et le Niger (2,2 %). A l'inverse, les dépenses militaires du Cap Vert, du Ghana, du Liberia et du Nigeria n'ont même pas dépassé un pour cent (1 %) de leur produit intérieur brut.

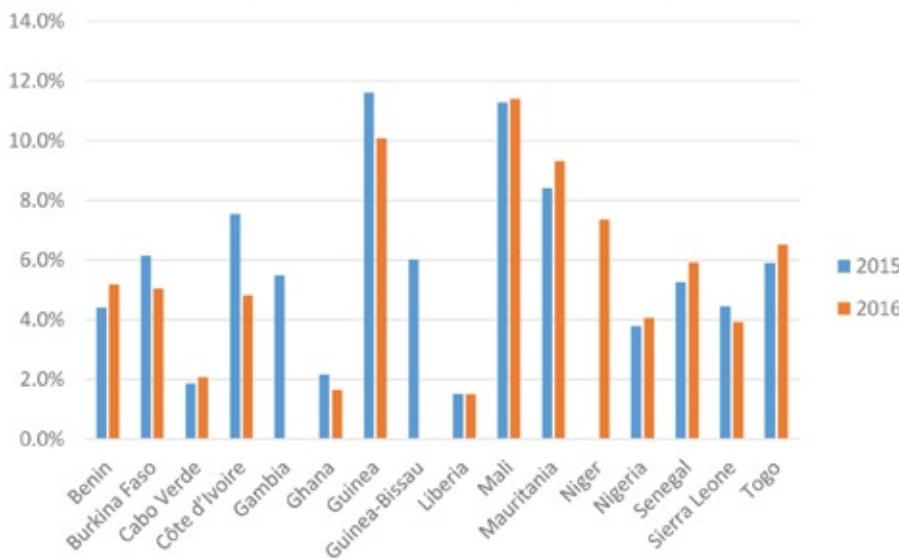
En termes de tendances, entre 2010 et 2016, le Bénin, le Cabo Verde, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo ont enregistré une augmentation en termes de dépenses militaires en pourcentage de leur PIB. Au même moment, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigeria et la Sierra Leone ont affiché une tendance à la baisse.

Le Mali, la Guinée et la Mauritanie ont affecté la part la plus élevée de leurs budgets nationaux à l'armée en 2016

Le Mali, la Guinée et la Mauritanie ont affecté la part la plus élevée de leurs budgets nationaux à l'armée en 2016, plus de dix % pour le Mali et la Guinée. A l'autre extrême, le Liberia et le Ghana ont consacré moins de 2 % de leurs budgets nationaux à leurs dépenses militaires. Entre 2010 et 2016, le Bénin, le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal ont enregistré une tendance positive en termes de dépenses militaires de leur gouvernement, le Mali ayant presque doublé ses dépenses militaires pendant cette période.

Le Nigeria a des dépenses militaires supérieures à celles des autres pays de la région (en 2016, le Nigeria a dépensé plus de 1,7 milliards USD). En deuxième position vient la Côte d'Ivoire dont les dépenses

Military expenditure by country as percentage of government spending (2015-2016)



Sources: Base de données sur les dépenses militaires de SIPRI, <https://www.sipri.org/databases/milex>

ses militaires en 2016 ont atteint 425 millions USD. A l'inverse, le Cabo Verde, le Liberia et la Sierra Leone ont affecté les plus faibles montants bruts aux dépenses militaires. Cependant, si nous devons tenir compte de la population, les pays enregistrant les dépenses militaires les plus élevées par habitant sont la Mauritanie (32,6 USD) et le Mali (20,3 USD), suivis du Cabo Verde (19,3 USD), de la Côte d'Ivoire (18,3 USD) et du Sénégal (16,3 USD). Les autres pays affectent moins de 15 USD par habitant aux dépenses militaires.

Pour mettre les choses en perspective, les dépenses militaires par habitant en Afrique s'élèvent à environ 44 USD.

En 2016, la Mauritanie, le Mali et la Guinée ont affecté des montants plus élevés aux dépenses militaires en termes de pourcentage du PIB (4,05, 3,16 et 2,49 % respectivement) et de pourcentage des dépenses militaires de leur gouvernement (9,32, 11,39 et 10,07 % respectivement). La Mauritanie et le Mali arrivent, en outre, en tête en termes de dépenses militaires nettes par habitant (32,6 USD et 20,3 USD respectivement).

Dans le cadre des efforts continus du Mali dans la lutte contre les extrémistes islamistes, le pays a

En 2016, les dépenses militaires moyennes par habitant en Afrique se sont élevées à 44USD. Pour l'Afrique sub-saharienne, les dépenses militaires moyennes par habitant se sont élevées 36,7USD

presque doublé ses dépenses militaires depuis 2013, arrivant en tête des pays de la région en termes de pourcentage des dépenses budgétaires et en deuxième position en termes de dépenses par habitant.

Les pays confrontés à des menaces sécuritaires croissantes, comme le Niger et le Burkina Faso, se placent dans le groupe moyen de pays en termes de pourcentage consacré par leur gouvernement aux dépenses militaires (Niger – 7,34 % et Burkina Faso 5,04 %) et de pourcentage de leur PIB (Niger

Le Nigeria, bien qu'étant le pays enregistrant les dépenses militaires brutes les plus élevées dans la région

2,22 % et BF 1,26 %) et en termes de dépenses par habitant (environ 8 USD pour les deux pays). En revanche, si le Niger affiche une tendance positive entre 2010 et 2016, le Burkina Faso indique une tendance négative ou, au mieux, constante (en termes de dépenses par habitant). La Côte d'Ivoire, qui a connu des vagues de mutineries militaires au début de cette année, a enregistré une forte baisse de ses dépenses militaires en 2016 par rapport à 2015 (en pourcentage du PIB, des dépenses du gouvernement et par habitant).

Le Nigeria, bien qu'étant le pays enregistrant les dépenses militaires brutes les plus élevées dans la région, a consacré plus de 0,58 % de son PIB et 4,07 % de son budget aux dépenses militaires entre 2010 et 2016. De même, ses dépenses par habitant (9,2 USD en 2016) sont relativement faibles par rapport à d'autres pays de la région. Même si le gouvernement nigérian a enregistré des dépenses militaires plus élevées chaque année pendant la période sous revue en termes d'enveloppes militaires, les dépenses par rapport au PIB du pays suivent une tendance à la baisse.

En 2016, les dépenses militaires moyennes par habitant en Afrique se sont élevées à 44USD. Pour l'Afrique sub-saharienne, les dépenses militaires moyennes par habitant se sont élevées 36,7USD. Tous les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel se placent bien en-deçà de ces valeurs. Seule la Mauritanie, avec 32,6 USD de dépenses par habitant se rapproche relativement de la moyenne de l'Afrique sub-saharienne.

Pierre Lapaque, Représentant Régional de l'ONUDC: « *En Afrique de l'Ouest, l'insécurité provient en partie du secteur de la sécurité lui-même* »

L'Office des Nations contre la drogue et le crime (ONUDC) joue un rôle dans la lutte contre le terrorisme, les trafics illicites, le crime organisé et la corruption. A travers son mandat, il contribue également à renforcer la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) par une approche intégrée. Dans cet entretien, Pierre Lapaque, le Représentant régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest, parle de l'importance de la RSS et fait le point sur les divers processus RSS engagés dans la sous-région qui continue de faire face à de nouveaux défis qui menacent la paix et la sécurité.



M. Pierre Lapaque, Représentant Régional de l'ONUDC

Pourriez-vous nous expliquer en quoi consiste la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) ?

La RSS est un processus ayant pour objectif de réformer et renforcer à la fois les institutions, structures, législations et personnels en charge du contrôle de la sécurité afin de les rendre plus professionnelles et responsables. Il est particulièrement important dans les contextes post-crise. L'objectif fondamental est de garantir à l'Etat et aux populations une sécurité efficace et respectueuse de l'Etat de droit. En Afrique de l'Ouest, l'histoire a montré que l'insécurité provient en partie du secteur de la sécurité lui-même, que ce soit par sa faiblesse ou par sa politisation.

Les menaces à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel sont multiples. Sur quels aspects de ces menaces l'accent doit davantage être porté ?

La crise malienne a rappelé, avec violence, la précarité de la paix en Afrique de l'Ouest et dans le

Sahel qui demeurent des «points chauds» du continent. Elle est emblématique du caractère hybride et transnationale des menaces sécuritaires qui touchent aujourd'hui l'espace ouest-africain.

L'objectif fondamental est de garantir à l'Etat et aux populations une sécurité efficace et respectueuse de l'Etat de droit. En Afrique de l'Ouest, l'histoire a montré que l'insécurité provient en partie du secteur de la sécurité lui-même, que ce soit par sa faiblesse ou par sa politisation

Si une majorité de pays échappent à une situation de conflit ouvert, l'existence de foyers de conflictualité latents, ainsi que les tensions épisodiques, notamment liées aux processus électoraux, rappellent

les risques de basculement vers des situations de crises ouvertes. Aux vulnérabilités structurelles et historiques du passé, se mêlent aujourd'hui de nouveaux facteurs de conflictualité transfrontaliers comme le terrorisme international, le narco-trafic ou la piraterie maritime. L'émergence de ces nouvelles menaces constitue une priorité dans l'agenda des Etats et de leurs partenaires, à l'instar de l'ONUDC, car elles sont à mènes de remettre en cause les grandes avancées en matière de paix et de sécurité, réalisées depuis une dizaine d'années.

Le processus de RSS implique différents acteurs. Qui sont-ils ? Et quels sont les mécanismes qui sont mis en place pour faciliter une cohérence d'action entre ces acteurs ?

La RSS implique une multitude d'acteurs, au premier desquels les Etats qui dirigent ce processus, les Communautés Economiques Régionales (CER) comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que l'ensemble des partenaires qui leur apportent un appui dans ce domaine. Ces derniers sont nombreux et spécialisés sur différentes thématiques. Car il ne s'agit pas seulement de réformer l'armée, la police ou la justice, mais l'ensemble du système de sécurité et de soumettre toutes ses composantes à un contrôle démocratique, opéré par l'Etat, la société civile et les médias. C'est pour cette raison que la RSS s'articule souvent avec d'autres processus de transition et de dé-



veloppement, comme le désarmement, la démobilisation et la réintégration ou la justice transitionnelle.

Au niveau des Nations Unies, pour faciliter une approche holistique et coordonnée, le Secrétaire général a constitué une équipe spéciale inter-organisations, co-présidée par le Département des Opérations de Maintien de la Paix (DOMP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et à laquelle prend part plus d'une dizaine d'entités des Nations Unies œuvrant dans ce domaine.

Justement, quel rôle joue les Nations Unies en général, et l'ONUDEC en particulier, dans les processus RSS en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel ?

L'Afrique de l'Ouest a été traversée par une série de conflits meurtriers, notamment durant les années 1990, dans les pays de l'Union du Fleuve Mano et du Golfe de Guinée, puis plus récemment au Mali. Chaque fois, ces conflits ont nécessité des processus complexes de RSS dans lesquels les Nations Unies ont joué et continuent de jouer un rôle important. Le DOMP, à travers ses sections RSS, désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) au sein des missions de maintien de la paix dans la région, joue un rôle majeur dans ce dispositif.

L'ONUDEC, par son mandat de lutte contre le terrorisme, les trafics illicites, le crime organisé et la corruption, contribue à renforcer la RSS à travers une approche holistique et intégrée comprenant plusieurs composantes. Nous apportons tout d'abord une assistance juridique auprès des Etats à l'adoption de législations, stratégies et plans nationaux en matière de sécurité et

L'ONUDEC, par son mandat de lutte contre le terrorisme, les trafics illicites, le crime organisé et la corruption, contribue à renforcer la RSS à travers une approche holistique et intégrée comprenant plusieurs composantes

de justice pénale, en conformité avec les conventions internationales et le respect des droits humains. Cela comprend par exemple l'adoption de nouvelles lois anti-terroristes au Burkina Faso (décembre 2015) et au Niger (mai 2016). Ensuite, l'ONUDEC met en œuvre divers programmes de renforcement de capacités des acteurs sécuritaires et judiciaires qui couvrent l'ensemble de la chaîne pénale : de l'identification du comportement criminel à l'enquête judiciaire jusqu'au jugement et à l'incarcération. Ceci en veillant à chacune de ses étapes au respect des normes démocratiques et conventions internationales en la matière. A cet égard, notre bureau travaille étroitement avec les CER, en particulier la CEDEAO et le G5 Sahel, ainsi que les autres partenaires internationaux, comme la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) au Mali.

Quelles sont les défis auxquels les pays font face dans la mise en œuvre de ces réformes ? Comment y faire face ?

Des avancées notables ont été accomplies en matière de RSS ces dernières années au niveau des Etats, mais aussi régional et continental, par l'action combinée de la CEDEAO et de l'Union Africaine (UA). Ainsi, l'élaboration d'une stratégie de RSS de la CEDEAO, ainsi que des initiatives telles que le développement d'un Code de Conduite pour les Forces armées et de la Sécurité, constituent des étapes importantes à saluer. Cependant, la détérioration récente de la situation sécuritaire dans certains pays souligne le caractère fragile et réversible de ces avancées. Par ailleurs, les capacités de personnels qualifiés, tant du côté de la CEDEAO que des Etats, restent à renforcer, pour donner une cohérence et une plus grande efficacité aux réformes. Au niveau étatique, la ratification des protocoles de la CEDEAO en la matière, ainsi que le renforcement des cadres juridiques nationaux et l'adoption de programmes et plans d'action cohérents et intégrés, demeurent des priorités. En cela, le leadership politique et l'appropriation des Etats seront déterminants. Enfin, les partenaires devront veiller à assurer une bonne coordination des actions à mener, en se basant sur des évaluations de besoin détaillées et un contexte politique propice aux réformes.

Un Forum et une charte de bonnes pratiques pour les journalistes pour aider à la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Une trentaine de journalistes et professionnels des médias se sont réunis à Dakar du 12 au 14 juin dans le cadre d'un séminaire organisé par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) de la Suisse. Objectif : Explorer des pistes innovatrices pour permettre aux journalistes et aux médias de jouer un rôle actif dans la prévention de la violence et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



Cérémonie d'ouverture du séminaire sur "Le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de la violence, et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel", 12 Juin 2017 à Dakar.

« Le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de la violence et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel». Tel est le thème du séminaire qui a réuni, du 12 au 14 juin 2017 à Dakar, une trentaine de journalistes et professionnels des médias de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. L'extrémisme violent n'est plus un phénomène nouveau. Le nombre de conférences et publications sur ce sujet témoigne de son importance, mais aussi de la mobilisation tous azimuts des différents acteurs nationaux et internationaux. Les Nations Unies, à travers ses diverses agences et entités, mais aussi à travers le Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent, ont voulu sensibiliser les Etats contre la propagation de ce fléau en insistant sur la nécessité de combi-

ner l'approche sécuritaire, certes nécessaire, avec une approche de prévention dans laquelle les acteurs étatiques et non étatiques pourront jouer un rôle prépondérant.

Il était en effet urgent de discuter des moyens susceptibles de permettre aux journalistes et professionnels des médias d'apporter une contribution effective à la prévention de l'extrémisme violent

C'est aussi dans cet état d'esprit qu'UNOWAS, en partenariat avec le DFAE et l'Institut International pour la Paix (IPI) ont conjointement organisé l'année dernière, à Dakar, une conférence régionale qui a permis d'articuler quelques

pistes concrètes pour renforcer la prévention de l'extrémisme violent, notamment à travers l'implication des jeunes, des femmes et des médias.

Par ailleurs, les deuxièmes conversations tenues à N'Djamena, le 31 mai et le 1er juin 2017, sur la même question, ont relevé des initiatives prometteuses, notamment dans le domaine des radios communautaires et la presse en ligne, et ont appelé à une accélération de la mise en œuvre des programmes et des plans d'actions qui permettent aux médias et aux journalistes de contribuer à la prévention de l'extrémisme violent.

C'est donc suite aux recommandations contenues dans le Plan d'Action du Secrétaire général, et dans celles de Dakar et N'Djamena, que s'est tenu ce séminaire sur le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et le Sahel. Il était en effet urgent de discuter des moyens susceptibles de permettre aux journalistes et professionnels des médias d'apporter une contribution effective à la prévention de l'extrémisme violent.

C'est d'ailleurs le message fort qu'ont voulu faire passer les co-organisateurs aux participants lors de l'ouverture de ce séminaire : «De par leur rôle traditionnel et leur capacité d'influence, [nous] sommes convaincus que les médias et les journalistes peuvent -et doivent- apporter une contribution vitale dans la prévention de

l'extrémisme violent», a déclaré M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), en présence de M. Demba Ali Jawo, Ministre de l'Information et de l'Infrastructure de la Communication de la Gambie, qui était l'invité d'honneur, de l'Ambassadrice de la Suisse au Sénégal, du Directeur régional de l'UNESCO et du représentant du Ministre de la Culture et de la Communication du Sénégal.

Faisant écho à ce message, les participants se sont penchés durant deux jours et demi de travaux en groupes et en séances plénières sur les diverses questions relatives aux manifestations de l'extrémisme violent et la manière avec laquelle ce phénomène était présenté et raconté par les différents médias dans la sous-région.

Au-delà de la responsabilité d'informer, les participants ont insisté sur l'importance de renforcer les capacités des journalistes et d'améliorer leur sécurité dans l'exercice de leur fonction. Il est important, ont-ils rappelé, que les forces de sécurité tout en jouant leur rôle de garant de la sécurité, facilitent le mouvement et le tra-

vail des journalistes sur le terrain.

Le séminaire a aussi consacré une partie importante de son programme aux initiatives déjà existantes dans les radios communautaires et les médias en ligne. Les experts présents durant le séminaire ont cité des exemples « qui marchent bien » de radios communautaires, notamment au Tchad et au Cameroun qui pourraient être repris ailleurs dans la sous-région comme 'bonnes pratiques'.

«Les médias et les journalistes peuvent et doivent apporter une contribution vitale à la prévention de l'extrémisme violent»

Au terme des travaux riches en enseignements, les participants ont réaffirmé l'importance de bien informer l'opinion publique et la nécessité de sensibiliser cette dernière pour mieux prévenir les populations, notamment les jeunes, contre les sirènes de l'extrémisme violent. A cette fin, les journalistes et les responsables de médias présents durant ce séminaire, se sont mis d'accord pour

adopter une charte de bonnes pratiques et de lancer un Forum régional des journalistes pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et le Sahel. La charte aura pour objectif d'encourager les journalistes et les responsables des médias de la région à s'appuyer sur des principes professionnels claires et à mettre en œuvre les bonnes pratiques afin de renforcer la prévention de l'extrémisme violent. Le Forum régional quant à lui, permettra de mobiliser davantage les acteurs du secteur des médias pour contribuer à la mise en œuvre du plan d'Action du Secrétaire Général des Nations Unies pour la prévention de la violence et de l'extrémisme.

Le séminaire de Dakar sur le Rôle des journalistes et de médias dans la prévention de l'extrémisme violent aura permis de ressortir des bonnes pratiques qui pourront, avec un suivi efficace de la part d'UNOWAS et ses partenaires, devenir très utiles dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Pour plus d'information sur ce thème:

Discours du RSSG Ibn Chambas:
<http://bit.ly/2gMH6hL>

Communiqué conjoint: <http://bit.ly/2uFeLze>

Press Book: <http://bit.ly/2uMfxeQ>



Cérémonie d'ouverture du séminaire sur "Le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de la violence, et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Sahel", 12 Juin 2017 à Dakar.

Mohamed Ibn Chambas : «*Les facteurs traditionnels et nouveaux de l'insécurité freinent les efforts de développement en Afrique de l'Ouest et au Sahel*»

La région de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a connu un progrès considérable en matière de consolidation de la démocratie. Mais, la situation sécuritaire reste préoccupante. C'est, en substance, le message du Représentant Spécial du Secrétaire de l'ONU et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, lors de son briefing au Conseil de Sécurité des Nations Unies, le jeudi 13 juillet 2017.

Dans son intervention au Conseil de Sécurité des Nations Unies, Mohamed Ibn Chambas a tenu à partager un message clair. Malgré des avancées en matière de consolidation démocratique, des pays de la région font face à des facteurs nouveaux qui freinent leurs efforts de développement.

Mohamed Ibn Chambas a dit au Conseil de Sécurité de l'ONU que «*les efforts des Etats-membres de la région à réaliser les objectifs de développement, à améliorer les infrastructures, à créer des emplois et à renforcer la sécurité humaine sont freinés par les facteurs traditionnels et nouveaux de conflit et d'insécurité.*»

Les facteurs traditionnels et nouveaux de conflit et d'insécurité freinent la capacité des pays à améliorer les conditions de vie et à renforcer la sécurité humaine, a dit M. Ibn Chambas, tout en renchérissant que les affrontements entre agriculteurs et éleveurs constitue une autre menace qui, s'ils ne sont pas endigués, pourraient affecter la paix et la sécurité dans la région.

Le Représentant Spécial a exprimé des inquiétudes quant à l'instabilité persistante au Mali qui se propage au Burkina Faso et au Niger alors que l'insécurité dans le Bassin du Lac Tchad, où Boko Haram reste active, constitue aussi un grand défi.

Dans le bassin du Lac Tchad, qui s'étend sur sept pays, «*des poches d'insécurité tout aussi préoccupantes subsistent*» malgré les efforts de la force multinationale qui «*ont considérablement affaibli les capacités de Boko Haram, ont ré-*



Mohammed Ibn Chambas, SRSG et Chef de UNOWAS fait son briefing au Conseil de Sécurité, le 13 Juillet 2017 - ONU, New York

duit leur portée géographique et ont permis de libérer des milliers de captifs,» a-t-il souligné.

Plus de 5,2 millions de personnes déplacées à travers le Bassin du Lac Tchad « luttent pour survie.»

«L'incapacité de fournir des services de base et des moyens de subsistance viables pour les communautés dans les zones affectées, risque d'anéantir les succès récents contre Boko Haram», Ibn Chambas a mis en garde les membres du Conseil de sécurité.

Dans le Sahel, à Liptako Gourma qui relie le Mali au Burkina et au Niger «*a vu, au cours des derniers mois, une grande expansion de l'extrémisme violent et d'activités terroriste, notamment des attaques coordonnées contre des postes de sécurité et le sacage d'installations frontalières*», il a dit.

Ibn Chambas a déclaré que les groupes extrémistes violents ont ciblé les provinces du nord de Soum, Loruom et Yatenga au nord du nord de Tillaberi et Tahoua au nord du Burkina Faso, ce qui a eu des effets néfastes sur l'économie locale.

«Le terrorisme et l'extrémisme violent, en plus des crises humanitaires et les menaces à l'intégrité étatique qu'il génèrent, ont exacerbé les menaces traditionnelles,» a-t-il dit.

Ibn Chambas a souligné que ces facteurs, ainsi que le changement climatique, une population de jeunes en pleine croissance et le manque d'emplois, et l'urbanisation non contrôlée favorisent une poussée de migration et de trafic d'êtres humains.

Le Représentant spécial a déclaré que les passeurs traversent les frontières et établissent de nouveaux domaines opérationnels où les gouvernements se sont retirés ou ne présentent qu' «*une présence provisoire*». L'insécurité et l'inégalité s'étendent maintenant au golfe de Guinée, « où les éléments criminels recourent de plus en plus à la piraterie et à la prise d'otages, » a-t-il ajouté.

Bien qu'il soit essentiel de continuer à s'attaquer aux menaces de sécurité, la communauté internationale doit rester engagée pour aider les gouvernements à jeter les bases de sociétés démocratiques, cohérentes et résilientes, a déclaré Ibn Chambas.

La redynamisation de la Plateforme Ministérielle de Coordination, est nécessaire

Deux ans après la dernière réunion de la Plateforme Ministérielle de Coordination (PMC), les acteurs et partenaires engagés dans le Sahel se sont retrouvés le 14 juin à N'Djamena lors de la cinquième édition de la réunion pour faire le point et discuter des perspectives. Désormais la redynamisation de la PMC est nécessaire.



La PMC devra aussi apporter un nouveau souffle pour se redynamiser et jouer pleinement son rôle de coordinateur des initiatives et stratégies pour que celles-ci arrivent à changer la situation dans les pays du Sahel

Si la Plateforme Ministérielle de Coordination des stratégies Sahel demeure l'unique mécanisme qui permet d'assurer une coordination efficace entre les partenaires et une cohérence dans la mise en œuvre des différentes initiatives au profit des pays du Sahel, Il est désormais nécessaire de redynamiser ce mécanisme afin de répondre aux attentes des pays de la région. C'est en substance le message que les participants ont martelé lors de la cérémonie d'ouverture de la cinquième réunion de la PMC.

Présidée par le Tchad, la réunion a permis aux participants de dresser le bilan des deux dernières années qui ont suivi la dernière réunion de la PMC, tenue en novembre 2015, et de se concerter sur les priorités qui doivent guider la présidence Tchadienne durant les deux ans à venir. A cet égard, les participants ont favorablement accueilli la Feuille de route proposée par le Tchad et ont appelé la PMC à lancer un programme d'action qui permettrait la réalisation des priorités contenues dans la Feuille de route

En effet, face aux multiples défis qui freinent le développement des pays du Sahel, il est important que la PMC puisse renforcer davantage la cohérence et la coordination entre les diverses stratégies et initiatives, et accélérer la mise en œuvre de celles-ci afin d'apporter le soutien nécessaire aux pays et aux populations du Sahel.

La PMC aura à surmonter le défi de la multiplicité des initiatives et la nécessité d'assurer une coordination effective entre elles. Elle de-

vra aussi passer à la vitesse supérieure pour accélérer la réalisation des projets répertoriés dans les diverses stratégies pour apporter des réponses concrètes, susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations du Sahel.

La PMC devra aussi apporter un nouveau souffle pour se redynamiser et jouer pleinement son rôle de coordinateur des initiatives et stratégies pour que celles-ci arrivent à changer la situation dans les pays du Sahel.



Une cartographie des initiatives et des projets pour améliorer la coordination entre partenaires dans la région du Sahel

Pour faciliter la mise en œuvre de l'UNISS, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a soutenu la production d'une cartographie sectorielle des initiatives au Sahel pour améliorer la coordination entre les partenaires.



Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Tchad, Niger: les cinq pays du Sahel couverts par la SINUS © UNOWAS

A la demande du Secrétariat technique de la Plateforme de Coordination Ministérielle (PCM) des Stratégies pour le Sahel et grâce au financement du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), une cartographie des initiatives et des projets visant à améliorer la coordination entre partenaires dans la région du Sahel par l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS) et le Centre européen de gestion des politiques de Développement (ECDPM).

Avec le soutien d'UNOWAS, l'ISS et l'ECDPM ont développé un outil précieux, le premier dans son genre pour la région. Il aidera à rendre possible une coordination efficiente entre les diverses initiatives.

« Ensemble, les gouvernements et les institutions internationales peuvent améliorer les perspectives dans le Sahel. Mais la collaboration n'est jamais facile », déclare Hiroute Guebré Selassie, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations

Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Résumé
Agré à l'échelle régionale dans le Sahel jusqu'en avril 2016 dernier, encore une exception, le matériel des partenaires continuera jusqu'à la fin mai en cours à la plan national. Ensuite, le Mali continuera le point final des initiatives de coopération en matière de gouvernance et de sécurité. Les projets visant les institutions émissaires sont devenus plus nombreux que ceux destinés à la sécurité civile. Enfin, les projets relatifs à la gouvernance tendent à avoir des budgets plus élevés que ceux qui concernent les domaines de la sécurité.

Ce sont quelques-uns des constats qui émergent de la cartographie sectorielle des initiatives déployées dans les pays du G5 Sahel en matière de sécurité et de gouvernance. Ce travail, réalisé à la demande du Secrétariat technique de la Plateforme ministérielle de coordination des stratégies fédérant et sur l'encadrement du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), par l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS) et le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), a permis de recueillir des informations sur plus de 600 projets lancés entre janvier 2011 et avril 2016.

La première étape d'analyse est assortie d'une base de données en ligne disponible sur le site de l'UNOWAS. Pour constituer un outil efficace de mise en commun de l'information en vue d'une meilleure coordination des efforts en coopération dans le Sahel, cette base de données devrait être mise à jour régulièrement. Get exercise ne sera utile que s'il bénéficie d'un soutien politique fort des différentes partenaires concernés.

[Le rapport](#)

La Cartographie des initiatives et des projets qui a été présentée à la Plateforme de Coordination Ministérielle (PCM) à N'Djamena le 14 juin 2017, répertorie plus de 450 projets lancés entre janvier 2011 et avril 2016 dans la région du Sahel.

L'appui technique de l'ISS et de l'ECDPM fait suite aux recherches menées indépendamment par les deux organisations en 2014 plaçant l'accent sur la nécessité d'une coordination renforcée dans le Sahel.

« Les difficultés auxquelles nous sommes confrontés dans la collecte d'information sont indicatrices de la persistance du défi posé par la coordination dans le Sahel » déclare Lori-Anne Théroux-Bénoni, Directrice du Bureau de l'ISS de Dakar. « Cette cartographie marque une première étape importante vers une planification et une programmation accrues dans les domaines de la sécurité et de la gouvernance dans le Sahel ».

Lors de sa réunion de juin à N'Djamena, la PCM a recommandé la mise à jour et l'élargissement de la base de données pour y inclure le secteur de la résilience et du développement et de documenter les initiatives nationales.

« L'excellence du travail de l'ISS, avec ses antécédents de recherche fiable dans le Sahel indique que les gouvernements de la région doivent devenir chefs de file des stratégies conjointes », déclare Angel Losada, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel.

La base de données et l'analyse de la manière de renforcer la coordination sont consultables sur le site web de l'UNOWAS, retrouvez le lien en-dessous.

<https://unowas.unmissions.org/fr/cartographie-sectorielle-interventions-relatives-a-la-securite-et-a-la-gouvernance-dans-le-sahel>

Le Mali et le Niger renforcent le renseignement criminel à travers le G5 Sahel

La région du Sahel est confrontée à de nombreux défis, qui affectent la sécurité des Etats et de leurs populations. Comme en attestent les récentes attaques terroristes qui ont touché le Burkina Faso, le Mali et le Niger, ainsi que les flux importants de trafic de migrants, d'armes à feu, et de drogue qui traversent la bande sahélo-saharienne, ces fléaux sont de nature transnationale. En réponse, les Etats de la région ont mis en place une structure régionale, axée sur la coopération en matière de sécurité et de développement: le G5 Sahel.



Dans le cadre de son partenariat étroit avec cette organisation, et en particulier sa Plate-forme de Coopération en Matière de Sécurité (PCMS), l'ONUDC a dispensé deux formations nationales à Niamey et Bamako du 19 au 30 juin 2017. Ces sessions portaient sur la collecte et l'analyse du renseignement, devenu une composante fondamentale des efforts des pays pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

Coopération accrue

Le représentant du gouvernement du Japon, M. Nakagawa, présent lors de la cérémonie de clôture de l'atelier de Niamey, a souligné que « *la criminalité transnationale organisée, les groupes armés et les armes en circulation constituent le ventre mou de la sécurité dans la région et le monde* ».

En plus du perfectionnement dans les techniques de collecte de l'information en lien avec des actes terroristes ou des affaires criminelles, l'ONUDC a choisi d'intégrer la dimension « analyse » dans les sessions de formation, afin de s'assurer que les participants soient bien outillés pour traiter

ces données. Les sessions ont réuni 56 participants (25 au Niger et 31 au Mali), dont 9 femmes, issus des agences d'application des lois et des plateformes nationales de la PCMS, ainsi que des magistrats, afin de former toutes les composantes de la chaîne pénale et de promouvoir une coopération accrue entre les différents services.

Les formations ont permis aux participants d'accroître leurs compétences sur le cycle du renseignement, les livraisons surveillées, le recrutement et l'évaluation d'une source humaine, la gestion des informateurs, ou encore la rédaction de notes d'information à l'intention des autorités sécuritaires et politiques, pour les informer sur les incidents survenus et orienter leur prise de décision.

Outil de travail indispensable

« *L'utilisation de l'analyse criminelle dans une entreprise proactive va nous permettre d'aller à la prévention* », a déclaré le Procureur Boubacar Sidiki Samaké, chef du Pôle Judiciaire Spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée du Mali, lors de la cérémonie d'ouverture de la formation de Bamako. S.E. Monsieur Jolke Oppewal, Am-

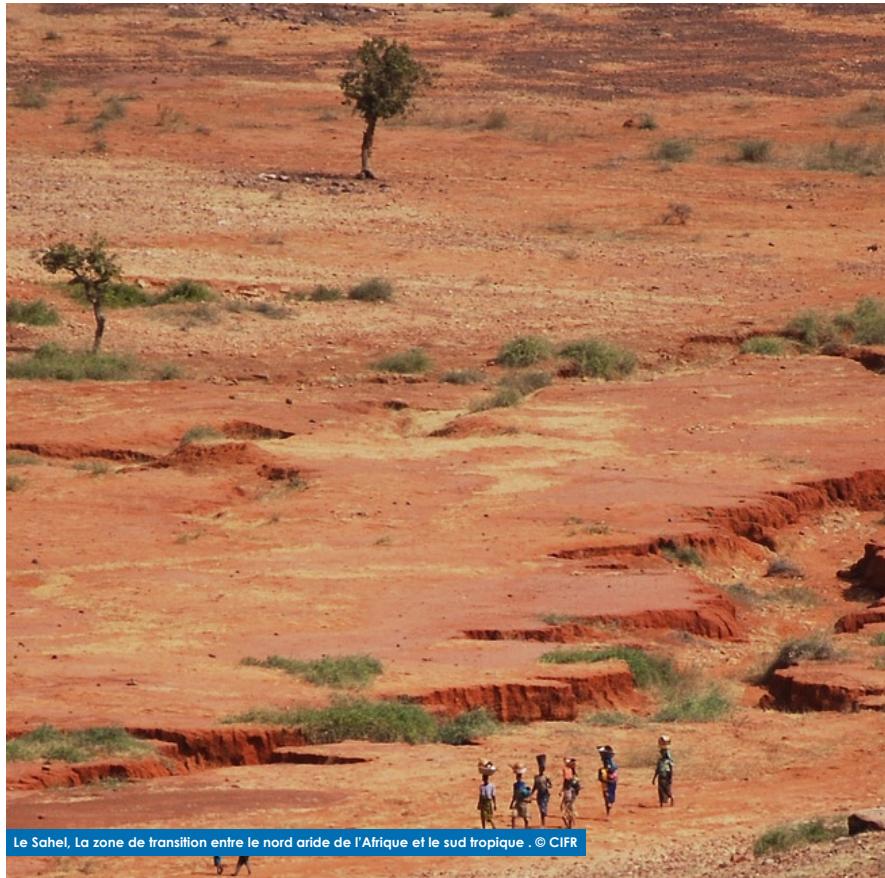
bassadeur des Pays-Bas au Mali, deux représentants du gouvernement du Danemark, le Point Focal du G5 Sahel au Mali, le Coordonnateur National de la PCMS et le Lieutenant-Colonel Georges Modibo Keita, chef de la Brigade d'Investigation Spécialisée (BIS) du Pôle Judiciaire étaient également présents lors de l'ouverture. Lors de la clôture, le chef de la BIS a ajouté : « *le contexte de crise sécuritaire que nous vivons actuellement nous invite à accentuer notre réflexion autour de l'analyse du renseignement criminel comme outil de travail indispensable dans le processus de traitement des informations* ».

Le G5 Sahel a été créé en février 2014, lorsque les chefs d'État du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad ont signé une convention sur la création d'une organisation régionale économique et sécuritaire. L'une des décisions les plus importantes prises par la suite a été la création d'un nouveau mécanisme de coopération, la PCMS, soutenue depuis par l'ONUDC, qui a participé à la rédaction de son cadre juridique, adopté lors du Sommet des Chefs d'Etats de N'Djaména de novembre 2015.

Le programme d'appui présenté par l'ONUDC en janvier 2017 vise à améliorer les capacités opérationnelles et les niveaux d'échange d'informations entre les membres du G5 Sahel, pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Ces activités font partie du programme d'appui de l'ONUDC, lui-même dispensé dans le cadre du Programme Sahel, contribution de l'ONUDC à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

Faire du Sahel une priorité: une réponse intégrée de l'ONUDC contre la criminalité transnationale organisée

Le 15 juin dernier à Vienne, l'Organisation des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a rendu public son rapport d'activité du Programme Sahel 2017. Le rapport présente les résultats atteints par les gouvernements du Sahel, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, le crime transnational et le terrorisme.



Le Sahel, La zone de transition entre le nord aride de l'Afrique et le sud tropique . © CIFR

Avec plus de 70 millions d'habitants, dont les deux tiers sont âgés de moins de 25 ans, le Sahel est l'une des régions les plus pauvres du monde. Recouvrant le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, le Sahel est situé dans une zone semi-désertique. Afin de mieux répondre aux menaces de la région, il est nécessaire d'apporter un soutien fort en faveur d'un contrôle efficace des frontières, de systèmes de justice pénale accessibles, efficaces et responsables, ainsi que d'un renforcement des capacités des agents d'application de la loi.

C'est l'objet du rapport 2017 sur les activités liées au programme Sahel de l'ONUDC qui indique que les résultats atteints par les gouvernements du Sahel montrent une forte appropriation des gouvernements vis-à-vis des différents

défis sécuritaires de la région (*voir lien à la fin de l'article*).

Lors de la présentation du Rapport, le Directeur exécutif adjoint

Le lien entre le terrorisme et la criminalité transnationale est devenu flagrant et qu'il est nécessaire d'engager les États membres dans une coopération

de l'ONUDC, M. Lale-Demoz, a rappelé que « *le lien entre le terrorisme et la criminalité transnationale est devenu flagrant et qu'il est nécessaire d'engager les États membres dans une coopération plus significative afin de répondre à cet enjeu, où les flux financiers illicites provenant du trafic de dro-*

gues, ainsi que la traite de personnes peuvent être utilisés pour contribuer à soutenir l'extrémisme violent et le terrorisme».

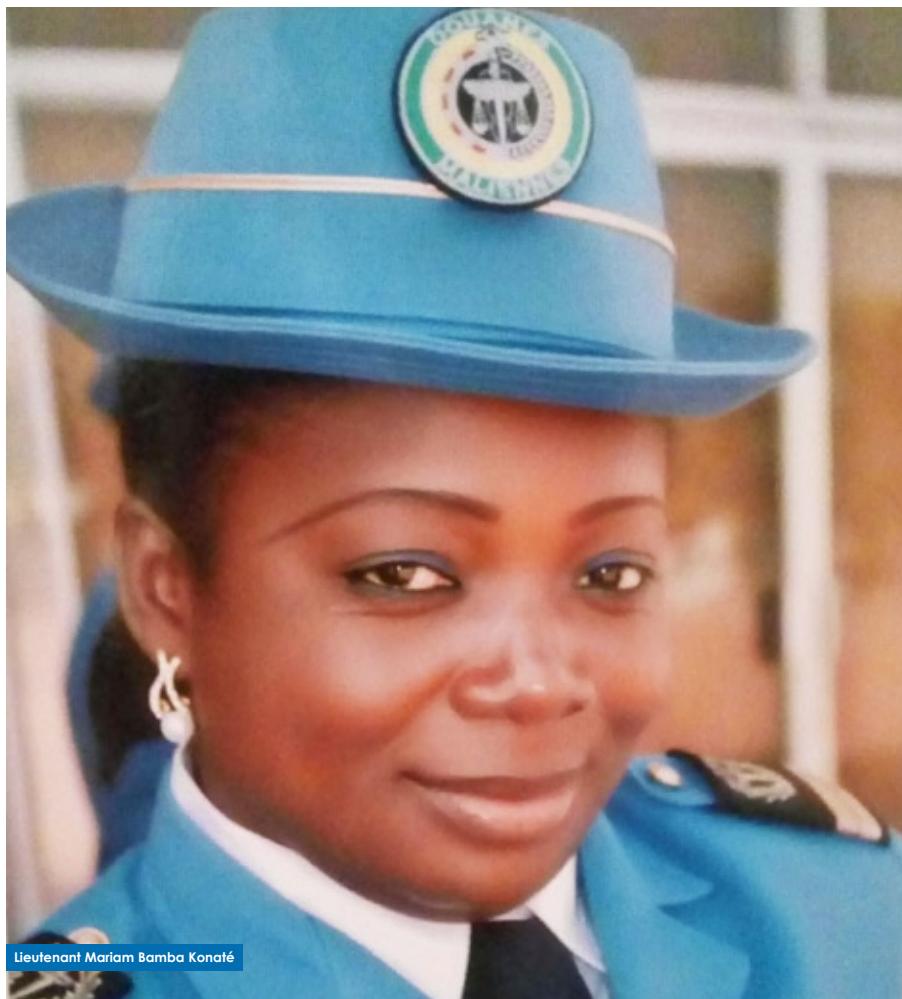
De son côté, le Ministre de la Justice du Niger, M. Marou Amadou, présent lors de la présentation du Rapport, a salué « les actions et interventions de l'ONUDC, car elles nous ont permis de former les acteurs de la chaîne pénale sur ces différentes thématiques; ceux-ci sont désormais sensibilisés sur leur rôle et intègrent dans leurs pratiques quotidiennes les normes internationales et les outils techniques développés en matière de prise en charge et traitement des cas qui leur sont soumis ».

Concluant la présentation du Rapport, le Représentant régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, M. Pierre Lapaque a quant à lui déclaré que « le Programme Sahel de l'ONUDC et les résultats atteints [constituent] une fondation solide sur lesquels s'appuyer pour doter les pays du Sahel de l'assistance nécessaire pour promouvoir la paix dans la région, mais également pour restaurer la confiance des populations vulnérables envers les autorités gouvernementales ».

Le Programme Sahel travaille également en étroite collaboration avec l'Algérie, la Libye, le Maroc, et d'autres agences de l'ONU, afin d'assurer une approche durable et complète contre les défis affectant la région, mais également pour poursuivre l'intégration de ces pays au sein des activités et des initiatives de la région.

Retrouvez le rapport ici:
bit.ly/2tp5xTK

PORTRAIT Lieutenant Mariam Bamba Konaté : Une femme de conviction



Lieutenant Mariam Bamba Konaté

« Nous travaillons pour bâtir des institutions de sécurité et de justice qui agissent en conformité avec la loi et dans l'intérêt de la population qui aspire à la paix et à la prospérité ». Ces mots auraient pu constituer le contenu d'un slogan accrocheur d'un parti politique ou d'une organisation régionale ou internationale qui œuvre pour la paix et la sécurité au Mali ! Mais, c'est plus qu'un slogan. C'est la parole libre et spontanée d'une femme malienne qui s'exprime sans hésitation, sans détour, mais avec une grande conviction.

Cette femme, c'est Mariam Konaté Bamba, Contrôleur des Douanes au sein de la Division Recherche et Intervention de la Direction du Renseignement et des Enquêtes douanières à Bamako. Une professionnelle engagée et une citoyenne convaincue.

Mariam Bamba Konaté en 4 dates

1973

Naissance à Sebekoro / Kita dans la Région de Kayes

.....

2007

Admission au concours direct de recrutement dans la fonction publique dans le corps des contrôleurs des Douanes

.....

2008

Première affectation professionnelle, dans la ville de Bamako.

.....

2008

Obtention du certificat de mérite de l'Organisation Mondiale des Douanes.

La situation que traverse son pays, le Mali, depuis quelques années a forgé le caractère de cette quadragénaire et mère d'un enfant. « *La paix, la sécurité et le développement, c'est l'affaire de tous. Chacun de nous a un rôle à jouer* », assène cette Malinké native de Sebekoro / Kita dans la Région de Kayes qui refuse de penser que le Mali et l'Afrique soient inéluctablement condamnés à survivre dans l'instabilité et le sous-développement.

Ce refus devenu presque une obsession, Mariam Konaté le nourrit depuis son enfance pour en faire son credo contre la résignation et le fatalisme.

Dans une société malienne marquée par des blocages socio-culturels qui réduisent l'espace d'intervention de la femme et la cantonnent dans des tâches traditionnelles, il n'était ni évident ni acquis pour une femme de faire des études supérieures, et encore moins d'espérer un jour diriger une équipe d'officiers de douanes. Qu'à cela ne tienne. Après avoir suivi avec succès des études primaires dans la modeste école de Mopti-Sévaré dans le Septentrion du Mali, Mariam, l'aînée d'une fratrie de cinq enfants, bénéficie du soutien de sa famille qui l'encourage à poursuivre des études secondaire et professionnelle. Loin des siens, dans la ville de Tombouctou d'abord, et ensuite à l'Ecole Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration (ECICA) de Bamako, elle obtient en 1996 son diplôme de spécialiste en Douanes, avec la mention Bien. Ce qui la place aujourd'hui au rang de Lieutenant dans l'Armée malienne.

Suite à un recrutement sur concours direct, Mariam intègre en mars 2007, la Direction Générale des Douanes. Désormais, la fille de Sebekoro / Kita est devenue une fonctionnaire de l'Etat malien qui entend bien jouer son rôle d'officier des douanes, mais aussi de



femme malienne qui peut et doit contribuer à la consolidation de la paix.

Consciente des défis, Mariam Konate reconnaît sans hésitation que des progrès ont été réalisés grâce à la mobilisation du gouvernement. Mais, fidèle à elle-même, elle confesse, presque contrariée, que beaucoup de choses restent à faire.

Si les Maliens ont montré leur attachement à la paix, à travers l'Accord pour la paix et la réconciliation, il faut maintenant qu'ils se l'approprient pour que la paix devienne une réalité et non plus un objectif lointain.

Ce processus d'appropriation, Mariam l'expérimente chaque jour dans son travail. En fonctionnaire responsable et avisée, elle considère, par exemple que la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité est non seulement une nécessité, mais aussi une priorité, car elle permettra au Mali de moderniser ses institutions de sécurité et de justice, et de consolider l'Etat de droit pour tous.

Comme pour appuyer les convictions de Mariam, le Commissariat à la RSS, en collaboration avec la

MINUSMA, ont lancé le 11 mai dernier, le Conseil National pour la RSS au Mali qui aura, entre autres, la tâche d'élaborer une stratégie pour la réforme nationale des secteurs de sécurité et de défense.

Pour jouer pleinement son rôle dans le cadre de la RSS, Mariam enchaîne les formations en Sécurité dans le contrôle Douanier ; Contrôle Douanier: pouvoir des

Mariam Bamba Konate plaide aussi pour une participation active des femmes dans le processus de la réforme du secteur de la sécurité, car, estime-t-elle, «le combat pour la paix et la stabilité doit être l'affaire de tou»

Agents des Douanes ; Sécurisation des recettes Douanière ; Investigation douanière et lutte contre la fraude ; Formations sur les Kits de l'ONUDC contre la drogue et les crimes ; Initiation aux techniques professionnelles de contrôle et d'intervention. En janvier 2016, elle est honorée par le décer-

nement du certificat de mérite de l'Organisation Mondiale des Douanes.

Forte de son expérience et de sa détermination, ce Lieutenant de l'armée malienne, n'hésite pas à faire des propositions aux autorités, afin de contribuer à la réussite de la mise en œuvre de la RSS. Il s'agit, entre autres, de mobiliser les ressources pour la réalisation des projets de réforme du secteur de sécurité; de mettre en œuvre des programmes de renforcement de capacités à travers des formations.

Sans trahir son engagement de femme citoyenne, Mariam Bamba Konate plaide aussi pour une participation active des femmes dans le processus de la réforme du secteur de la sécurité, car, estime-t-elle, «le combat pour la paix et la stabilité doit être l'affaire de tou».

Pratiquante de la marche à pieds, son sport favori, Mariam sait que l'effort paye. Malgré les difficultés que traverse son pays elle garde un sourire généreux, et nourrit de grands espoirs sur la détermination de ses compatriotes en général, et des femmes maliennes en particulier, pour construire un Mali prospère et pacifique.

Réunion du Comité directeur de la SINUS

Dans le cadre de l'engagement d'UNOWAS pour accélérer la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS), le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a présidé le vendredi 23 juin, une réunion du Comité directeur de la SINUS.

Les chefs et les représentants des agences régionales des Nations Unies se sont ainsi retrouvés (réunis) à UNOWAS pour discuter des moyens de renforcer le soutien de l'ONU à la région du Sahel et d'assurer la cohérence dans leurs interventions.

«Nous devons avoir une répartition claire du travail parmi les acteurs des Nations Unies au Sahel. Ce qui permettra d'éviter les dédoublements et de rationaliser les interventions de l'ONU pour une action efficace, afin

d'améliorer la situation dans la région», a déclaré M. Ibn Chambas, dans allocution préliminaire.

Afin donc de rationaliser le soutien de l'ONU et d'améliorer sa coordination, les participants ont convenu de transformer le Comité directeur de la SINUS en une plate-forme consultative, qui permettra de renforcer la cohérence et les synergies entre les pays sahéliens; d'accroître la documentation et le partage des meilleures pratiques; de renforcer la coordination entre les stratégies pertinentes et le financement du Sahel; et, enfin, de faciliter l'accès à des ressources supplémentaires, une fois que les contributions supplémentaires promises pour la SINUS seront disponibles.

La SINUS a été lancée en 2013 par le Secrétaire général des Nations Unies pour fournir un cadre pour les interventions de l'ONU dans la région du Sahel.

Les femmes et jeunes de l'Afrique de l'Ouest solidaires de la Gambie

Le Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel a organisé une mission de solidarité à Banjul, du 28 à 31 mars 2017. Le président de la République de la Gambie, Adama Barrow, a réitéré aux membres du Groupe son attachement aux principes de démocratie et des droits humains, particulièrement, ceux des femmes et des jeunes. Cette mission avait deux objectifs: d'une part témoigner le soutien des membres du Groupe à leurs sœurs et frères de la Gambie, suite à la crise post-électorale de décembre 2016, et d'engager des discussions sur les nouveaux

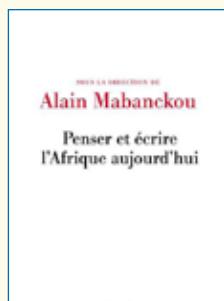
défis auxquels le pays fait face, avec un focus sur les femmes et les jeunes; et d'autre part, contribuer au développement d'un plan d'action pour de futures initiatives, visant à renforcer la paix et la cohésion sociale en Gambie, en faisant notamment la promotion de l'implication des femmes et des jeunes dans le processus électoral. Cette mission était composée d'une quinzaine de femmes et jeunes leaders d'une douzaine de pays de la sous-région ouest-africaine et du Sahel, et il était placé sous le leadership du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et de la CEDEAO.

Prise en compte des questions de genre dans le système d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO

La Direction de l'Alerte précoce de la CEDEAO a organisé, avec l'appui de l'USAID à travers le projet REWARD et en collaboration avec le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), du 08 au 10 Mai 2017 à Dakar, un atelier sur l'intégration de la dimension genre dans le système d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO. L'atelier avait pour objectif de déterminer les stratégies pour intégrer les perspectives du genre dans la collecte des données, l'analyse, la réponse et les produits de l'alerte précoce; de définir les domaines prioritaires relatifs au

genre pour le système d'alerte précoce de la CEDEAO qui seront validés lors du prochain atelier sur la gouvernance et les droits de l'homme, et enfin d'élaborer un cadre d'alerte précoce sensible au genre qui pourrait être utilisé par les professionnels du système pour mieux intégrer cette dimension dans leur travail. Le Réseau d'Alerte et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN) mis en place depuis 2004 a pour mandat de collecter des données sur la sécurité humaine sur la base de 66 indicateurs prédefinis, d'analyser et disséminer des rapports d'alerte pour une meilleure proactivité dans la prévention des conflits.

Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui



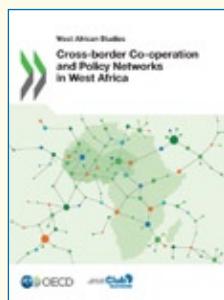
Par Alain Mabanckou
Publié le 02 Janvier 2017
Pages: 224
Prix: \$13.99

Lettres noires : des ténèbres à la lumière - c'est sous ce titre qu'Alain Mabanckou prononçait, le 17 mars 2016, sa leçon inaugurale en tant que professeur invité au Collège de France, une leçon qui vit se bousculer plus d'un millier d'auditeurs. Conforté par cet écho, Alain Mabanckou a battu le rappel des chercheurs, écrivains et penseurs de l'Afrique postcoloniale, les conviant à venir débattre sur le thème Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui. Ce sont les actes de ce colloque, en date du 2 mai 2016, que nous publions, soit les interventions de

19 participants issus de tous les champs du savoir et de la création littéraire. Le souhait profond est que ce colloque « résonne comme un appel à l'avènement des Etudes africaines en France ». C'est une façon de s'interroger sur « le retard pris par la France dans la place à accorder aux études postcoloniales pendant qu'en Amérique presque toutes les universités les ont reconnues et les considèrent comme un des champs de recherche les plus dynamiques et les plus prometteurs. »

Pour plus d'information : bit.ly/2t5dDjX

Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest



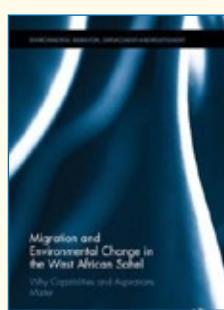
Par OECD Publishing
Publié le 13 Janvier 2017
Pages: 224
Prix: \$48

Cette publication examine la contribution des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. S'appuyant sur une méthodologie innovante, appelée analyse des réseaux sociaux, cet ouvrage propose une cartographie des relations formelles et informelles qui lient les acteurs impliqués dans les réseaux de gouvernance transfrontaliers. Il éclaire notamment les effets des frontières sur les échanges d'information et les relations de pouvoir entre acteurs. L'analyse du potentiel de coopé-

ration de plusieurs indicateurs régionaux montre ensuite que les frontières affectent diversement la capacité des espaces à développer des initiatives transfrontalières. Ces deux résultats sont combinés à la perception que les décideurs politiques ont des zones frontalières prioritaires en matière d'intégration régionale. Cette analyse croisée propose des bases pour des politiques territorialisées plus propices au développement de la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest.

Pour plus d'information : bit.ly/2kL0sRy

La migration et le changement de l'environnement dans la zone Sahélienne de l'Afrique de l'Ouest: Pourquoi les capacités et les aspirations sont importantes



Par Victoria van der Land
Date de publication: 21 Sep 2017
Pages: 200

La zone sahélienne de l'Afrique de l'Ouest est connue comme l'une des régions les plus touchées par le changement climatique à l'avenir. La lenteur des changements de l'environnement, tels que l'augmentation de la variabilité des précipitations et la hausse de la température, sont supposés aggraver les conditions de subsistance et augmenter l'émigration des régions touchées. Basé sur les données qualitatives et quantitatives d'études menées au Mali et au Sénégal, ce livre examine la relation entre la dynamique de la population, les moyens de subsistance et l'environnement dans la région du Sahel, en se focalisant spécifiquement sur les motifs de la migration. Critiquant l'hypothèse selon laquelle le stress environnemental est le

moteur de la migration le plus dominant, l'auteur démontre le rôle important des aspirations individuelles et des processus sociaux, tels que l'éducation et l'attraction des modes de vie urbaines. De ce fait, le livre fournit une image plus nuancée du lien entre l'environnement et la migration, en montrant que ces changements environnementaux lents sont moins importants comme moteurs de la migration qu'ils sont souvent présentés dans les médias et la littérature sur le changement climatique. Ce livre représentera un grand intérêt pour les chercheurs en sociologie de l'environnement, en migration et aux études de développement.

Pour plus d'information : bit.ly/2tjYK0u



La réforme du secteur de la sécurité (RSS) est une priorité dans les efforts de prévention de conflits de UNOWAS. Sa stratégie RSS vise à soutenir et conseiller la CEDEAO, et à veiller à l'harmonisation de l'approche des Nations Unies sur la RSS en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel.